

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes et des pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et aux estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle concordait avec les états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des actifs et à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit se réunit périodiquement avec la direction et l'auditeur indépendant afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur l'audit et de la présentation de l'information financière. Il revoit également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité d'audit recommande l'auditeur indépendant, qui est ensuite nommé par les actionnaires. L'auditeur indépendant a librement accès au comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.

(signé) Lino A. Saputo
Lino A. Saputo
Président du conseil
et chef de la direction

(signé) Maxime Therrien
Maxime Therrien, CPA, CA
Chef de la direction financière
et secrétaire

Le 3 juin 2021

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Saputo inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Saputo inc. (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mars 2021 et 2020, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Goodwill – Division Produits laitiers (Australie) et Division Produits laitiers (Royaume-Uni) – se reporter aux notes 3 et 8 des états financiers consolidés

Description de la question clé de l'audit

L'évaluation de la dépréciation du goodwill par la Société fait intervenir la comparaison de la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) ou groupe d'UGT, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable. Les valeurs recouvrables des UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) sont estimées d'après la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité déterminée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés et la juste valeur diminuée des coûts de sortie déterminée au moyen d'une méthode fondée sur un multiple du résultat. Pour ce faire, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses importantes à l'égard des produits projetés et des marges de bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements (BAIIA) connexes, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation utilisés dans le modèle des flux de trésorerie actualisés et des multiples du BAIIA utilisés dans la méthode fondée sur un multiple du résultat. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des valeurs recouvrables. Comme les valeurs recouvrables de ces UGT étaient supérieures à leurs valeurs comptables à la date d'évaluation, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

Bien que plusieurs estimations et hypothèses soient nécessaires pour estimer les valeurs recouvrables des UGT de la Division Produits laitiers (Australie) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), les estimations et hypothèses auxquelles est associé le degré de subjectivité le plus élevé se rapportent aux produits projetés et aux marges de BAIIA connexes, aux taux de croissance finaux, aux taux d'actualisation et aux multiples du BAIIA. La mise en œuvre des procédures d'audit en vue d'évaluer le caractère raisonnable de ces estimations et hypothèses a exigé un degré important de jugement et un effort d'audit accru, et il a été nécessaire de faire appel à des spécialistes en évaluation.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit relatives aux produits projetés et aux marges de BAIIA connexes, aux taux de croissance finaux, aux taux d'actualisation et aux multiples du BAIIA utilisés par la direction pour estimer la valeur recouvrable des UGT de la Division produits laitiers (Australie) et de la Division produits laitiers (Royaume-Uni) ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué la capacité de la direction à établir, avec exactitude, des prévisions des produits et des marges de BAIIA en comparant les résultats réels aux prévisions historiques de la direction;
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions de la direction à l'égard des produits et des marges de BAIIA en comparant les prévisions aux éléments suivants :
 - les produits et les marges de BAIIA historiques;
 - les communications internes avec la haute direction et le conseil d'administration à l'égard des stratégies d'affaires et des plans de croissance;
 - les taux de croissance des produits prévus dans les rapports d'analystes et les rapports sectoriels disponibles au public.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère raisonnable :
 - des taux de croissance finaux, en établissant une fourchette d'estimations indépendantes à l'aide des données du secteur disponibles et des taux d'inflation prévus à long terme, et en comparant ces estimations aux taux de croissance finaux choisis par la direction;
 - des taux d'actualisation, en testant les informations sources qui sous-tendent la détermination des taux d'actualisation, de même qu'en établissant une fourchette d'estimations indépendantes et en les comparant aux taux d'actualisation choisis par la direction;
 - des multiples du BAIIA, en établissant une fourchette d'estimations indépendantes à l'aide des informations de marché disponibles provenant de sources tierces et des transactions récentes, le cas échéant, et en comparant ces estimations aux multiples du BAIIA choisis par la direction.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations, et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 3 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars CAD, sauf les montants par action)

Exercices clos les 31 mars	2021	2020
Produits (note 24)	14 293,9 \$	14 943,5 \$
Coûts d'exploitation excluant les amortissements, la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et les coûts de restructuration (note 5)	12 823,0	13 475,7
Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration	1 470,9	1 467,8
Amortissements	515,0	467,2
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	19,0	—
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise (note 18)	—	40,1
Coûts d'acquisition et de restructuration (note 23)	(3,2)	46,0
Charges financières (note 14)	96,7	115,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat	843,4	799,3
Impôt sur le résultat (note 15)	217,8	216,5
Bénéfice net	625,6 \$	582,8 \$
Bénéfice net par action (note 16)		
De base	1,53 \$	1,46 \$
Dilué	1,52 \$	1,45 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2021	2020
Bénéfice net	625,6 \$	582,8 \$
Autres éléments du résultat global :		
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>		
Écarts de change découlant de la conversion des devises	(450,2)	94,3
Incidence de l'inflation découlant des ajustements liés à l'hyperinflation	(7,8)	(8,5)
Profits (pertes) latents sur couvertures de flux de trésorerie (note 17)	61,9	(76,6)
Reclassement des (profits) pertes sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net	(6,5)	24,5
Impôt sur le résultat lié aux éléments pouvant être reclassés en résultat net	(15,5)	14,1
	(418,1)	47,8
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		
(Perte actuarielle) gain actuariel (note 19)	(215,3)	83,8
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	41,3	(16,9)
	(174,0)	66,9
Autres éléments du résultat global	(592,1)	114,7
Total du résultat global	33,5 \$	697,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021	Capital social		Réserves					Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions				
					Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	408 638 373	1 685,7 \$	667,9 \$	(40,3) \$	150,8 \$	778,4 \$	4 095,0 \$	6 559,1 \$	
Bénéfice net	—	—	—	—	—	—	625,6	625,6	
Autres éléments du résultat global	—	—	(458,0)	39,9	—	(418,1)	(174,0)	(592,1)	
Total du résultat global								33,5	
Dividendes (note 13)	—	—	—	—	—	—	(284,9)	(284,9)	
Options d'achat d'actions (note 13)	—	—	—	—	22,3	22,3	—	22,3	
Exercice d'options d'achat d'actions (note 13)	1 347 041	40,5	—	—	(6,8)	(6,8)	—	33,7	
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 13)	2 348 157	80,3	—	—	—	—	—	80,3	
Solde à la fin de l'exercice	412 333 571	1 806,5 \$	209,9 \$	(0,4) \$	166,3 \$	375,8 \$	4 261,7 \$	6 444,0 \$	

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020	Capital social		Réserves					Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions				
					Total des réserves				
Solde au début de l'exercice	390 198 386	991,7 \$	582,1 \$	(2,3) \$	134,0 \$	713,8 \$	3 715,0 \$	5 420,5 \$	
Bénéfice net	—	—	—	—	—	—	582,8	582,8	
Autres éléments du résultat global	—	—	85,8	(38,0)	—	47,8	66,9	114,7	
Total du résultat global								697,5	
Actions émises dans le cadre du placement de titres de capitaux propres, déduction faite des coûts d'émission (note 13)	16 642 553	639,9	—	—	—	—	—	639,9	
Dividendes (note 13)	—	—	—	—	—	—	(269,7)	(269,7)	
Options d'achat d'actions (note 13)	—	—	—	—	23,7	23,7	—	23,7	
Exercice d'options d'achat d'actions (note 13)	1 797 434	54,1	—	—	(6,9)	(6,9)	—	47,2	
Solde à la fin de l'exercice	408 638 373	1 685,7 \$	667,9 \$	(40,3) \$	150,8 \$	778,4 \$	4 095,0 \$	6 559,1 \$	

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars CAD)

Aux	31 mars 2021	31 mars 2020
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	308,7 \$	319,4 \$
Débiteurs	1 217,3	1 371,8
Stocks (note 4)	2 294,2	2 220,9
Impôt sur le résultat à recevoir (note 15)	34,7	50,3
Frais payés d'avance et autres actifs	92,7	106,6
	3 947,6	4 069,0
Immobilisations corporelles (note 6)	3 777,3	3 850,0
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	481,6	417,9
Goodwill (note 8)	3 066,1	3 219,5
Immobilisations incorporelles (note 8)	1 516,8	1 640,7
Autres actifs (note 9)	319,7	545,3
Impôt différé (note 15)	13,7	50,7
Total de l'actif	13 122,8 \$	13 793,1 \$
PASSIF		
Passifs courants		
Emprunts bancaires (note 10)	75,6 \$	528,5 \$
Créditeurs et charges à payer	1 641,1	1 838,9
Impôt sur le résultat à payer (note 15)	54,2	51,4
Tranche courante de la dette à long terme (note 11)	300,0	—
Tranche courante des obligations locatives (note 7)	75,1	74,7
	2 146,0	2 493,5
Dette à long terme (note 11)	3 277,8	3 542,3
Obligations locatives (note 7)	385,9	340,1
Autres passifs (note 12)	115,9	98,5
Impôt différé (note 15)	753,2	759,6
Total du passif	6 678,8 \$	7 234,0 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 13)	1 806,5	1 685,7
Réserves	375,8	778,4
Bénéfices non distribués	4 261,7	4 095,0
Total des capitaux propres	6 444,0 \$	6 559,1 \$
Total du passif et des capitaux propres	13 122,8 \$	13 793,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(signé) Lino A. Saputo
Lino A. Saputo
Président du conseil
et chef de la direction

(signé) Tony Meti
Tony Meti
Administrateur

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	625,6 \$	582,8 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	36,2	33,5
Charges financières (note 14)	96,7	115,2
Charge d'impôt sur le résultat	217,8	216,5
Amortissements	515,0	467,2
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	19,0	—
(Profit) à la cession d'immobilisations corporelles	(6,4)	(2,0)
Charges de dépréciation relatives à des fermetures d'usine	—	12,9
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	—	40,1
Perte (profit) de change sur la dette	44,4	(47,2)
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus	(0,9)	11,5
Écart entre la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et les coûts	(1,4)	(8,3)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(233,3)	(106,7)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	1 312,7	1 315,5
Intérêts et charges financières payés	(111,3)	(139,0)
Impôt sur le résultat payé	(123,3)	(139,6)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	1 078,1 \$	1 036,9 \$
Investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	(1 929,6)
Entrées d'immobilisations corporelles	(379,5)	(509,9)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(53,5)	(66,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	45,6	11,0
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'investissement	(387,4) \$	(2 494,9) \$
Financement		
Emprunts bancaires	(444,4)	404,3
Produit de l'émission de la dette à long terme	1 084,3	2 461,5
Remboursement de la dette à long terme	(1 093,2)	(1 546,5)
Remboursement d'obligations locatives	(79,5)	(90,7)
Produit net de l'émission de capital social	32,7	684,9
Paiement de dividendes	(204,6)	(269,7)
Trésorerie nette (utilisée pour) générée par les activités de financement	(704,7) \$	1 643,8 \$
Diminution (augmentation) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14,0)	185,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	319,4	112,7
Incidence de l'inflation	15,9	25,4
Incidence des variations de taux de change	(12,6)	(4,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	308,7 \$	319,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES

Exercices clos les 31 mars 2021 et 2020

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf pour les données sur les options, les parts et les actions.)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la Société) est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Argentine et du Royaume-Uni. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés (états financiers) de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 3 juin 2021, la publication des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (normes IFRS).

BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers de la Société ont été préparés sur le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, tel qu'il est décrit à la note 3, Principales méthodes comptables.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au million le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que des entités sous son contrôle. Le contrôle existe lorsqu'une entité est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec des entités émettrices et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Toutes les transactions et tous les soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus dans les états consolidés du résultat net depuis leurs dates respectives d'acquisition.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de liquidités et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans en fonction du kilométrage parcouru

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lorsque des composants des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatifs, ils sont comptabilisés séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt sont comptabilisés aux immobilisations corporelles qualifiées qui nécessitent une longue période de préparation avant leur mise en service, le cas échéant. Ces coûts d'emprunt, s'ils sont engagés, sont ajoutés au coût de ces immobilisations corporelles jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dépréciation des immobilisations corporelles sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les réductions de valeur, le cas échéant, sont incluses aux postes « Amortissements » ou « Coûts de restructuration » dans les états consolidés du résultat net.

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Les contrats de location sont comptabilisés comme un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante est comptabilisée à la date de début. Chaque paiement de loyer est ventilé entre une réduction de l'obligation et les charges financières. Les charges financières sont comptabilisées au poste « Charges financières » dans les états consolidés du résultat net pendant la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde de l'obligation pour chaque période. L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à verser, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. La période au cours de laquelle les paiements de loyers sont actualisés correspond à la durée non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, y compris les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. La durée doit aussi tenir compte des options de résiliation que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Des options de renouvellement sont incluses dans un certain nombre de contrats de location de la Société. Les paiements de loyers comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des sommes devant être payées au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements de loyers comprennent aussi le prix d'exercice de l'option d'achat s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée et les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui est calculé comme étant le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative majoré de tout paiement de loyer effectué à la date de début du contrat de location ou avant cette date, des coûts directs initiaux et des coûts de remise en état connexes. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti de manière linéaire sur la période la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou s'il est raisonnablement certain au début du contrat de location que la Société exercera son option d'achat, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe est amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location.

Les coûts liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les actifs sont de faible valeur sont inclus dans les états consolidés du résultat net.

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée lors d'une acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et est comptabilisé à cette valeur. Il est subséquentement comptabilisé au coût diminué de toute perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les relations avec les clients et les logiciels qui ne font pas partie intégrante du matériel informatique connexe. Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date de transaction. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont subséquentement comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute perte de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, y compris le goodwill, ne sont pas amorties. Elles sont plutôt soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une dépréciation.

Lorsque le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives (la plus élevée de la juste valeur moins les coûts de sortie et de la valeur d'utilité) et toute perte de valeur, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les marques de commerce sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée, sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité, qui varient entre 15 et 25 ans, et sont évaluées pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Les relations avec les clients et les logiciels sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amortis selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 3 et 15 ans et sont évalués pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière.

Se référer à la section « Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie » de la note 8 pour une discussion des niveaux d'UGT auxquels le goodwill et les immobilisations incorporelles sont testés.

DÉPRÉCIATION DES AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont analysés selon des « indicateurs de dépréciation » à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de dépréciation est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant une UGT) pour lequel les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une perte de valeur est comptabilisée en résultat net quand la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de sortie et la valeur d'utilité.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'achat aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs repris, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant affecté au goodwill.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt relatifs au financement d'acquisitions d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts d'acquisition sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et des avantages complémentaires de retraite est établi annuellement au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et aux meilleures estimations de la direction à l'égard des taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés formulées lors de l'évaluation des obligations au titre des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, la durée du régime, l'inflation et la mortalité, entre autres. Les gains ou pertes actuariels, l'incidence d'un rajustement, le cas échéant, du montant maximal constaté comme actif et l'incidence des exigences de financement minimal sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement constatés dans les bénéfices non distribués sans reclassement subséquent aux états consolidés du résultat net. Le coût des services rendus et le coût des services passés sont inclus dans les états consolidés du résultat net. Le coût des services passés est comptabilisé à la date de modification ou de réduction du régime, selon la première occurrence. Les intérêts sur les obligations contrebalancés par les produits d'intérêts sur l'actif des régimes sont inclus dans les charges financières dans les états consolidés du résultat net. La charge nette au titre des régimes à cotisations définies est généralement équivalente aux cotisations versées par l'employeur.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement au moment de la livraison des produits. Les produits sont évalués au montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir. Les ventes sont présentées déduction faite d'une provision pour contrepartie variable, soit une estimation des escomptes et des incitatifs à la vente offerts aux clients, de manière à ce qu'il soit hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

La valeur des incitatifs à la vente offerts aux clients est estimée en fonction des tendances historiques et est comptabilisée au moment de la vente à titre de réduction des produits des activités ordinaires. Les incitatifs à la vente comprennent des remises, des promotions, des ristournes publicitaires et d'autres incitatifs fondés sur le volume. Pour les périodes ultérieures, la Société fait le suivi du respect par les clients de leurs obligations prévues dans le cadre des programmes incitatifs liés aux ventes et apporte des ajustements aux produits des activités ordinaires et aux incitatifs à la vente comptabilisés au besoin.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

CONVERSION DES DEVISES

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes des états de la situation financière des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur aux dates des états de la situation financière, alors que les postes des états du résultat net sont convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans les états consolidés du résultat global et dans les états consolidés des variations des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des profits (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des profits (pertes) latents à la conversion des états financiers des établissements étrangers pour les périodes présentées résulte de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien, au peso argentin et à la livre sterling.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change aux dates des états de la situation financière pour les actifs et les passifs monétaires et les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de produits et charges. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les profits ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'exploitation.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres pour certains employés de la Société. Les droits sur ces options sont acquis sur une période de cinq ans et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches d'un octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute contrepartie payée par les employés et la charge de rémunération connexe comptabilisée à la réserve sont créditées au capital social.

La Société attribue des unités d'actions différées (UAD) à certains administrateurs admissibles de la Société qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Les UAD sont octroyées trimestriellement, leurs droits étant acquis au moment de l'octroi, et confèrent le droit aux administrateurs de recevoir un paiement en trésorerie pour la valeur des UAD qu'ils détiennent suivant la cessation de leurs fonctions comme administrateurs de la Société. La Société comptabilise une charge aux états consolidés du résultat net et un passif aux états consolidés de la situation financière pour chaque octroi. Le passif est subséquentment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La Société offre des unités d'actions liées à la performance (UAP) et des unités d'actions restreintes (UAR) aux cadres dirigeants, qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Les régimes d'UAP et d'UAR sont non dilutifs et sont réglés en trésorerie. Les unités attribuées sont considérées comme des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie. Un passif est comptabilisé au titre des services reçus et ce passif est évalué initialement, à la date d'attribution, à sa juste valeur. Le passif est subséquentment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. La charge de rémunération est comptabilisée sur un cycle de performance de trois ans dans le cas des UAP et sur une période de restriction de trois ans dans le cas des UAR.

COENTREPRISES

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint et pour lesquelles elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme des impôts exigibles et différés et est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net à l'exception des éléments qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global ou directement aux capitaux propres.

L'impôt exigible est déterminé en fonction des bénéfices imposables de l'exercice et inclut tout ajustement relatif à l'impôt exigible d'exercices antérieurs.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés selon les différences temporaires existant entre la valeur comptable, dans les états consolidés de la situation financière, et la valeur fiscale de l'actif et du passif, et sont évalués en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés et qui devraient s'appliquer au moment où les actifs seront réalisés ou que les passifs seront réglés. Un actif d'impôt différé n'est constaté que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la différence temporaire déductible.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, continuent à être évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière à chaque date de clôture, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les débiteurs sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres passifs et les dettes à long terme sont classés au coût amorti et sont évalués au coût amorti, à l'exception du passif en lien avec les UAD et les UAP, qui est évalué à la juste valeur des actions ordinaires aux dates des états de la situation financière.

La Société applique l'approche simplifiée pour comptabiliser les pertes de crédit attendues pour la durée de vie en vertu d'IFRS 9. La Société utilise certains instruments dérivés pour couvrir les risques liés aux variations des paiements d'intérêts et pour couvrir les risques liés au taux de change, notamment des contrats de change à terme, des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle les contrats dérivés et les swaps de devises prennent effet et sont subséquemment réévalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte en résultant est immédiatement constaté en résultat net, sauf si le dérivé est désigné comme étant un instrument de couverture.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société désigne certains instruments financiers comme des couvertures de flux de trésorerie. Au début de la relation de couverture, la Société désigne et constitue une documentation en bonne et due forme décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, les objectifs de gestion du risque et sa stratégie pour effectuer des transactions de couverture.

Dans le cas des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur liée à la partie efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant cumulé est présenté dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. Toute partie inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat net. Les profits ou les pertes sur couvertures de flux de trésorerie inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont reclassés en résultat net au moment où l'instrument de couverture arrive à échéance ou est réglé, afin de contrebalancer les pertes ou les profits comptabilisés au titre des éléments couverts sous-jacents.

La Société évalue dans les règles, au début de la relation de couverture et trimestriellement par la suite, l'efficacité avec laquelle les instruments de couverture compensent les variations des risques liés aux flux de trésorerie associés à l'élément couvert. Lorsqu'une relation de couverture n'est plus efficace, la Société cesse d'utiliser la comptabilité de couverture, et toute variation subséquente de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en résultat net.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, aux fins de présentation. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Chacun des niveaux reflète les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs :

Niveau 1 – Données d'entrée correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.

Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.

Niveau 3 – Données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société requiert que la direction fasse preuve de jugement et qu'elle établisse des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans l'avenir. Ces jugements et estimations sont volatils en raison des changements des facteurs internes et/ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et de ces estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée plus bas.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS

Conjoncture économique et incertitudes

La conjoncture économique mondiale actuelle est hautement instable en raison de la pandémie de COVID-19, qui a été déclarée en mars 2020. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements importants utilisés dans la préparation des états financiers consolidés.

Impôts sur le résultat

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreux territoires. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination des impôts finaux est incertaine. Un passif est comptabilisé si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales prévues. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les résultats pour la période de présentation financière, ainsi que sur les charges d'impôt exigible et l'impôt différé respectifs pour la période de présentation financière au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer aux bénéfices imposables des années au cours desquelles les différences temporaires seront recouvrées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quant à la période finale de recouvrement ou de règlement des différences temporaires. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur les meilleures estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Les actifs d'impôt différé sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable de réaliser l'avantage fiscal connexe. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations d'impôt différé pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les différences temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Goodwill, immobilisations incorporelles et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les relations avec les clients ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises, laquelle nécessite des jugements et des estimations importants. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont attribuées aux actifs nets acquis, incluant les marques de commerce et les relations avec les clients. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite attribué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et aux relations avec les clients pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée.

Immobilisations corporelles

Une part importante de jugement est nécessaire dans la sélection et l'application du mode d'amortissement et des durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composants et de leur répartition respective. La direction considère le mode linéaire comme le mode d'amortissement le plus approprié, étant donné que les usines de la Société fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante. Il est de l'avis de la direction que les durées d'utilité et les méthodes comptables reflètent adéquatement le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif devraient être générés.

Dépréciation d'actifs

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des autres actifs à long terme, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de sortie) ou une valeur d'utilité. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement en fonction des soldes au 31 décembre et chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés.

Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la charge liée aux régimes de retraite à prestations définies de même que l'obligation s'y rattachant, dont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation et les produits d'intérêts sur l'actif des régimes, la durée de l'obligation, le taux d'inflation, le taux de croissance prévu lié aux soins de santé, le taux de mortalité prévu, les augmentations salariales prévues, etc. Modifier un chiffre des principales hypothèses peut avoir une incidence significative sur le calcul de l'obligation. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces profits ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Les normes, les modifications aux normes existantes et les interprétations qui suivent ont été adoptées par la Société à compter du 1^{er} avril 2020.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification à IFRS 3 afin de clarifier la définition d'une entreprise, pour résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises pour déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs.

L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 9, Instruments financiers, IAS 39, Instruments financiers et IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir – Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 1

En septembre 2019, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7 pour tenir compte des incidences de la réforme des taux interbancaires offerts (IBOR) concernant certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture qui exigent une analyse prospective et des informations additionnelles à fournir.

L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4, Contrats d'assurance et IFRS 16, Contrats de location – Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2

En août 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16 afin d'aider les entités touchées par la réforme des taux interbancaires offerts (IBOR) avec des mesures de simplification, des précisions quant aux répercussions de la réforme sur la comptabilité de couverture et l'introduction de nouvelles informations à fournir sur les risques découlant de la réforme des IBOR.

En raison de certaines facilités de crédit bancaire et de la dette à long terme, la Société est exposée aux taux d'intérêt de référence suivants, qui sont visés par la réforme des taux d'intérêt de référence : taux LIBOR en livres sterling, taux LIBOR en dollars américains et taux LIBOR en yens japonais (collectivement, les « taux LIBOR ») (se reporter aux notes 10 et 11).

La Société a choisi d'adopter ces modifications de façon anticipée et, conformément aux dispositions transitoires, elles ont été adoptées de façon rétrospective.

L'adoption anticipée de ces modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 1, Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications visant à préciser les critères de classement de la dette et des autres passifs comme courants ou non courants. Les modifications aident à déterminer si, dans l'état de la situation financière, la dette et les autres passifs dont la date de règlement est incertaine doivent être classés comme courants (devant être réglés ou susceptibles d'être réglés au cours de la prochaine année) ou non courants. Les modifications clarifient également les exigences de classement pour la dette qu'une entité peut régler en la convertissant en titres de capitaux propres.

L'adoption anticipée de cette modification n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

Incidence des nouvelles normes comptables, interprétations et modifications n'ayant pas encore été mises en œuvre

Les normes, modifications aux normes et interprétations ci-dessous ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et s'appliquent à la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. L'application anticipée est permise.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises : Référence au Cadre conceptuel

En mai 2020, une modification d'une référence au Cadre conceptuel (modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*) a été publiée. Cette modification ajoute une disposition selon laquelle, pour les transactions et autres événements qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou d'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, l'acquéreur applique IAS 37 ou IFRIC 21 (et non pas le Cadre conceptuel) pour identifier les passifs repris lors d'un regroupement d'entreprises. Elle indique aussi explicitement que l'acquéreur ne doit pas comptabiliser les actifs éventuels acquis lors d'un regroupement d'entreprises.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022. La Société appliquera cette modification aux regroupements d'entreprises futurs applicables.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IAS 16, Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue

En mai 2020, l'IASB a publié *Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue* (modifications d'IAS 16). Cette modification interdit à une entité de porter en diminution du coût d'une immobilisation corporelle le produit de la vente d'éléments produits pendant que l'on prépare l'actif en vue de son utilisation prévue. Le produit de la vente et les coûts connexes devraient plutôt être comptabilisés en résultat net.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification sur les états financiers de la Société.

IAS 37, Contrats déficitaires : Coût d'exécution du contrat

En mai 2020, l'IASB a publié *Contrats déficitaires : Coûts d'exécution du contrat* (modifications d'IAS 37) qui vient modifier la norme en ce qui concerne les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2022. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette modification sur les états financiers de la Société.

IAS 1, Informations à fournir sur les méthodes comptables

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 afin d'exiger des entités qu'elles fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables.

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette modification n'aura pas une incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 8, Définition des estimations comptables

En février 2021, l'IASB a publié des modifications à IAS 8 afin de remplacer la définition d'un changement d'estimation comptable. En vertu de la nouvelle définition, les estimations comptables sont des « montants monétaires dans les états financiers qui font l'objet d'une incertitude d'évaluation ».

Cette modification s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette modification n'aura pas une incidence importante sur les états financiers de la Société.

NOTE 4 STOCKS

	31 mars 2021	31 mars 2020
Produits finis	1 267,8 \$	1 256,3 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	1 026,4	964,6
Total	2 294,2 \$	2 220,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charge dans les coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 mars 2021 est de 11,161 milliards de dollars (11,637 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

NOTE 5 COÛTS D'EXPLOITATION EXCLUANT LES AMORTISSEMENTS, LA RÉÉVALUATION DES STOCKS À LA SUITE D'UNE ACQUISITION D'ENTREPRISE ET LES COÛTS DE RESTRUCTURATION

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2021	2020
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(74,0) \$	(108,3) \$
Matières premières et consommables utilisées	9 648,9	10 289,0
(Profit) perte de change	(36,3)	15,6
Charge au titre des avantages du personnel	1 841,7	1 751,3
Frais de vente	656,1	679,6
Autres frais généraux et d'administration	786,6	848,5
Total	12 823,0 \$	13 475,7 \$

NOTE 6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021				
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Total
Coût					
Au 31 mars 2020	203,4 \$	1 442,9 \$	4 191,9 \$	15,3 \$	5 853,5 \$
Entrées	0,9	66,2	312,4	—	379,5
Cessions	(5,6)	(30,4)	(68,3)	(2,7)	(107,0)
Transferts	—	—	(3,7)	—	(3,7)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	8,1	(51,1)	(178,5)	1,0	(220,5)
Au 31 mars 2021	206,8 \$	1 427,6 \$	4 253,8 \$	13,6 \$	5 901,8 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2020	— \$	395,8 \$	1 597,8 \$	9,9 \$	2 003,5 \$
Amortissement	—	60,9	256,0	2,1	319,0
Cessions	—	(16,6)	(58,0)	(2,4)	(77,0)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	(22,1)	(99,2)	0,3	(121,0)
Au 31 mars 2021	— \$	418,0 \$	1 696,6 \$	9,9 \$	2 124,5 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	206,8 \$	1 009,6 \$	2 557,2 \$	3,7 \$	3 777,3 \$

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles en cours de construction totalise 309,3 millions de dollars au 31 mars 2021 (362,1 millions de dollars au 31 mars 2020) et celles-ci sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020					
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Contrats de location	Total
Coût						
Au 31 mars 2019	119,3 \$	1 232,4 \$	3 389,7 \$	18,7 \$	39,1 \$	4 799,2 \$
Ajustement à l'application initiale d'IFRS 16	—	—	(2,1)	—	(39,1)	(41,2)
Acquisitions d'entreprises (note 17)	64,0	108,5	375,2	—	—	547,7
Entrées	25,7	103,1	381,0	0,1	—	509,9
Cessions	(1,1)	(14,1)	(31,9)	(2,4)	—	(49,5)
Transferts	(1,5)	1,3	22,3	—	—	22,1
Écart de conversion	(3,0)	11,7	57,7	(1,1)	—	65,3
Au 31 mars 2020	203,4 \$	1 442,9 \$	4 191,9 \$	15,3 \$	— \$	5 853,5 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2019	— \$	336,1 \$	1 352,6 \$	10,5 \$	4,6 \$	1 703,8 \$
Ajustement à l'application initiale d'IFRS 16	—	—	(1,7)	—	(4,6)	(6,3)
Amortissement ¹	—	57,1	233,9	2,2	—	293,2
Cessions	—	(7,9)	(30,5)	(2,1)	—	(40,5)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	10,5	43,5	(0,7)	—	53,3
Au 31 mars 2020	— \$	395,8 \$	1 597,8 \$	9,9 \$	— \$	2 003,5 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2020	203,4 \$	1 047,1 \$	2 594,1 \$	5,4 \$	— \$	3 850,0 \$

¹ L'amortissement comprend une dépréciation d'actifs liée à une fermeture d'usine.

NOTE 7 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau suivant présente les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice 2021.

	Immobilier	Équipement	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	273,6 \$	144,3 \$	417,9 \$
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	116,5	20,0	136,5
Amortissement	(35,4)	(34,6)	(70,0)
Cessions	(14,4)	—	(14,4)
Écart de conversion	3,9	7,7	11,6
Solde au 31 mars 2021	344,2 \$	137,4 \$	481,6 \$

Le tableau suivant présente les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice 2020.

	Immobilier	Équipement	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	299,2 \$	141,4 \$	440,6 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	11,0	62,4	73,4
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	10,8	6,1	16,9
Transferts dans les immobilisations corporelles	—	(22,5)	(22,5)
Amortissement	(29,7)	(34,3)	(64,0)
Écart de conversion	(17,7)	(8,8)	(26,5)
Solde au 31 mars 2020	273,6 \$	144,3 \$	417,9 \$

Le tableau suivant présente les variations des obligations locatives au cours des exercices 2021 et 2020.

	31 mars 2021	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	414,8 \$	445,9 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	—	70,4
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	120,0	14,4
Charges d'intérêts	15,2	16,1
Paievements	(99,9)	(106,8)
Écart de conversion	10,9	(25,2)
	461,0	414,8
Tranche courante	(75,1)	(74,7)
Solde à la fin de l'exercice	385,9 \$	340,1 \$

L'analyse des échéances des obligations locatives de la Société suivante en cours au 31 mars 2021 est fondée sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés prévus jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

Moins de 1 an	92,4 \$
De 1 à 2 ans	68,6
De 2 à 3 ans	55,0
De 3 à 4 ans	71,4
De 4 à 5 ans	32,3
Plus de 5 ans	282,2
	601,9 \$

Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de faible valeur n'étaient pas importantes pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021				
	Durée de vie déterminée				Total des immobilisations incorporelles
	Goodwill	Marques de commerce ¹	Relations avec les clients ²	Logiciels ³ et autres	
Coût					
Au 31 mars 2020	3 219,5 \$	1 156,0 \$	412,6 \$	372,8 \$	1 941,4 \$
Entrées	—	—	—	53,5	53,5
Transferts	—	—	—	3,7	3,7
Charges de dépréciation	—	(19,0)	—	—	(19,0)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	(153,4)	(10,8)	(22,7)	(14,1)	(47,6)
Au 31 mars 2021	3 066,1 \$	1 126,2 \$	389,9 \$	415,9 \$	1 932,0 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2020	— \$	75,1 \$	164,4 \$	61,2 \$	300,7 \$
Amortissement	—	53,9	35,1	37,0	126,0
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	0,9	(9,8)	(2,6)	(11,5)
Au 31 mars 2021	— \$	129,9 \$	189,7 \$	95,6 \$	415,2 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	3 066,1 \$	996,3 \$	200,2 \$	320,3 \$	1 516,8 \$

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020				
	Durée de vie déterminée				Total des immobilisations incorporelles
	Goodwill	Marques de commerce ¹	Relations avec les clients ²	Logiciels ³ et autres	
Coût					
Au 31 mars 2019	2 597,6 \$	464,4 \$	319,4 \$	273,8 \$	1 057,6 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	541,5	688,5	92,9	26,1	807,5
Entrées	—	—	—	66,4	66,4
Transferts	—	—	(9,3)	0,5	(8,8)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	80,4	3,1	9,6	6,0	18,7
Au 31 mars 2020	3 219,5 \$	1 156,0 \$	412,6 \$	372,8 \$	1 941,4 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2019	— \$	21,7 \$	125,5 \$	34,2 \$	181,4 \$
Amortissement	—	51,9	34,5	27,1	113,5
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	—	1,5	4,4	(0,1)	5,8
Au 31 mars 2020	— \$	75,1 \$	164,4 \$	61,2 \$	300,7 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2020	3 219,5 \$	1 080,9 \$	248,2 \$	311,6 \$	1 640,7 \$

¹ Les marques de commerce sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité, qui varient entre 15 et 25 ans.

² Les relations avec les clients sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 3 et 15 ans.

³ Aucun logiciel n'a été produit à l'interne.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

TESTS DE DÉPRÉCIATION DES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

Goodwill

Afin de déterminer si le goodwill s'est déprécié, la Société doit estimer les montants recouvrables respectifs des UGT et groupes d'UGT auxquels le goodwill est affecté. La direction considère les secteurs qui suivent comme étant des UGT ou groupes d'UGT étant donné qu'ils représentent le plus petit groupe d'actifs identifiables générant des flux de trésorerie largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs.

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA). Le Secteur International regroupe la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Enfin, le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Le goodwill est affecté à chaque UGT ou groupe d'UGT de la façon suivante :

Affectation du goodwill	31 mars 2021	31 mars 2020
Secteur Canada		
Division Produits laitiers (Canada)	401,5 \$	401,5 \$
Secteur USA		
Division Produits laitiers (USA) ¹	1 851,1	2 066,0
Secteur International		
Division Produits laitiers (Australie)	265,4	200,3
Division Produits laitiers (Argentine)	9,6	8,7
Secteur Europe		
Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	538,5	543,0
	3 066,1 \$	3 219,5 \$

¹ Au cours de l'exercice 2021, les deux anciennes divisions américaines, la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA), ont été fusionnées en une seule division, maintenant appelée la Division Produits laitiers (USA). Par conséquent, le goodwill qui était auparavant affecté aux deux anciennes divisions est maintenant affecté à la Division Produits laitiers (USA). Au 31 mars 2020, un goodwill de 1 393,1 millions de dollars avait été affecté à l'ancienne Division Fromages (USA) et un goodwill de 672,9 millions de dollars avait été affecté à l'ancienne Division Aliments laitiers (USA).

Les montants recouvrables de la Division Produits laitiers (Canada) et de la Division Produits laitiers (USA) ont été estimés en utilisant un modèle d'évaluation basé sur un multiple des bénéfices (juste valeur moins les coûts de sortie). Les hypothèses clés utilisées dans ces modèles se composent principalement d'un multiple des bénéfices pour les comparables de l'industrie appliqué aux résultats de chaque UGT ou groupe d'UGT testé. Les données d'entrée utilisées dans ce modèle sont des données du niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 3.

Les montants recouvrables de la Division Produits laitiers (Australie), de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) ont été estimés en utilisant le modèle des flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) en fonction des hypothèses clés suivantes :

- Flux de trésorerie : Les prévisions de flux de trésorerie pour une UGT donnée sont basées sur les bénéfices avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements et sont ajustées en fonction d'un taux de croissance et des taux d'imposition prévus. La prévision des flux de trésorerie n'excède pas un horizon de cinq années, avec une valeur finale calculée comme étant perpétuelle dans la dernière année.
- Taux de croissance final : La direction utilise un taux de croissance final pour ajuster ses prévisions des flux de trésorerie selon les hausses attendues de l'inflation et les produits pour l'UGT.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant des taux d'actualisation avant impôt.

Le taux de croissance final et le taux d'actualisation avant impôt appliqués à la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) étaient de 1,9 % et de 6,1 %, respectivement.

La Société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill en fonction des soldes au 31 décembre 2020 et, dans tous les cas, les valeurs recouvrables excédaient leur valeur comptable respective, y compris le goodwill; par conséquent, le goodwill n'était pas considéré comme s'étant déprécié au 31 mars 2021.

NOTE 8 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

Marques de commerce

Les marques de commerce sont incluses dans les UGT ou groupes d'UGT de la façon suivante :

Affectation des marques de commerce par secteur	31 mars 2021	31 mars 2020
Canada	213,6 \$	228,6 \$
USA	130,2	152,8
International	35,8	45,1
Europe	616,7	654,4
	996,3 \$	1 080,9 \$

L'évaluation de la durée d'utilité estimative des marques de commerce est révisée une fois par année. Les marques de commerce sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, qui varie entre 15 et 25 ans.

Pour l'exercice 2021, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 19,0 millions de dollars au titre des marques de commerce. Cette charge se rapporte à la décision prise par la Société de retirer le nom de la marque de fromage COON de son portefeuille de marques australiennes, dans le cadre d'un engagement à faire sa part dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

NOTE 9 AUTRES ACTIFS

	31 mars 2021	31 mars 2020
Coentreprises	40,7 \$	36,9 \$
Prêt financier	50,0	50,0
Actifs financiers dérivés	—	22,5
Avantages du personnel (note 19)	177,5	381,2
Autres	51,5	54,7
	319,7 \$	545,3 \$

La Société détient des participations dans des coentreprises, qui sont toutes comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé en résultat net un montant de 5,7 millions de dollars, représentant sa quote-part des bénéfices des coentreprises pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (1,9 million de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020). Les dividendes reçus des coentreprises se sont élevés à 4,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (13,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

NOTE 10 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant prélevé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	31 mars 2021	31 mars 2020
Amérique du Nord – États-Unis	Novembre 2024 ^{1, 8}	376,9 \$	300,0 USD	— \$	— \$
Amérique du Nord – Canada	Novembre 2024 ^{1, 8}	879,3 \$	700,0 USD	—	—
Canada	Janvier 2021 ²	— \$	— CAD	—	24,9
Australie	Annuelle ^{3, 8}	262,5 \$	275,0 AUD	—	238,4
Australie	Annuelle ^{3, 8}	125,6 \$	100,0 USD	—	128,5
Japon	Annuelle ^{4, 8}	90,4 \$	8 000,0 JPY	33,5	24,8
Royaume-Uni	Annuelle ^{5, 8}	129,9 \$	75,0 GBP	—	17,5
Argentine	Annuelle ^{6, 8}	147,0 \$	117,0 USD	—	53,4
Argentine	Annuelle ⁷	101,8 \$	7 429,0 ARS	42,1	41,0
Total		2 113,4 \$		75,6 \$	528,5 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

² Portait mensuellement intérêt au taux préférentiel bancaire majoré de 0,25 % ou au taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 %.

³ Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré d'un maximum de 1,00 % et peut être prélevée en dollars australiens ou américains.

⁴ Porte mensuellement intérêt au taux TIBOR majoré de 0,70 % et peut être prélevée en yens japonais.

⁵ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux de base majoré de 0,70 % ou le taux LIBOR majoré de 0,70 % et peut être prélevée en livres sterling.

⁶ Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être prélevée en dollars américains.

⁷ Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être prélevée en pesos argentins.

⁸ Visé par la réforme des taux d'intérêt de référence (note 3)

De plus, au cours de l'exercice 2021, la Société a conclu une entente d'achat de créances clients afin de vendre certains débiteurs. Au 31 mars 2021, des débiteurs totalisant 68,2 millions de dollars (71,5 millions de dollars australiens) avaient été vendus en vertu de cette entente. Les débiteurs ont été décomptabilisés à la vente, puisque la quasi-totalité des risques et des avantages associés aux débiteurs ont été transférés à l'acheteur.

NOTE 11 DETTE À LONG TERME

	31 mars 2021	31 mars 2020
Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties		
Obtenues en avril 2018 (600,0 millions de dollars AU) et échéant en avril 2023 ¹	384,7 \$	437,1 \$
Obtenues en avril 2019 (426,0 millions de dollars) et remboursées en juin 2020 ²	—	418,8
Obtenues en avril 2019 (600,0 millions de livres sterling) et échéant en avril 2022 ³	458,8	1 036,4
Billets de premier rang non garantis ^{4,5}		
2,20 %, émis en juin 2016 et échéant en juin 2021 (série 2)	300,0	300,0
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300,0	300,0
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300,0	300,0
3,60 %, émis en août 2018 et échéant en août 2025 (série 5)	350,0	350,0
2,88 %, émis en novembre 2019 et échéant en novembre 2024 (série 6)	400,0	400,0
2,24 %, émis en juin 2020 et échéant en juin 2027 (série 7)	700,0	—
1,42 %, émis en novembre 2020 et échéant en juin 2026 (série 8)	350,0	—
Autres	34,3	—
	3 577,8 \$	3 542,3 \$
Tranche courante	300,0	—
	3 277,8 \$	3 542,3 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit :		
Moins de 1 an	300,0 \$	— \$
De 1 à 2 ans	758,8	718,8
De 2 à 3 ans	684,7	1 336,4
De 3 à 4 ans	400,0	737,1
De 4 à 5 ans	350,0	400,0
Plus de 5 ans	1 084,3	350,0
	3 577,8 \$	3 542,3 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux des acceptations bancaires ou le taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société. Les intérêts sont payés à tous les un, deux, trois ou six mois, au choix de la Société. Comme il est expliqué à la note 3, cette dette est visée par la réforme des taux d'intérêt de référence.

² Portait mensuellement intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

³ Porte mensuellement intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Comme il est expliqué à la note 3, cette dette est visée par la réforme des taux d'intérêt de référence.

⁴ Les paiements d'intérêts sont semestriels.

⁵ Le 15 décembre 2020, Saputo a renouvelé son programme de billets à moyen terme en déposant un supplément à son prospectus préalable de base daté du 9 décembre 2020, lequel permet d'effectuer des placements de divers titres au cours de la période de 25 mois durant laquelle le prospectus préalable de base sera en vigueur.

Le 16 juin 2020, la Société a émis des billets à moyen terme de série 7 d'un montant en capital total de 700,0 millions de dollars échéant le 16 juin 2027 et portant intérêt au taux de 2,24 %. Le produit net de l'émission a été utilisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2021 pour rembourser i) la tranche de deux ans d'un montant de 426,0 millions de dollars de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et ii) un montant de 206,0 millions de dollars (220,0 millions de dollars australiens) sur les facilités d'emprunt renouvelables de la Division Produits laitiers (Australie), y compris les fonds prélevés dans le cadre de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité. Le produit net restant a été utilisé à des fins générales.

Le 19 novembre 2020, la Société a émis des billets à moyen terme de série 8 d'un montant en capital total de 350,0 millions de dollars échéant le 19 juin 2026 et portant intérêt au taux de 1,42 %. Le produit net de l'émission a été utilisé pour rembourser un montant de 346,7 millions de dollars (200,0 millions de livres sterling) de la tranche de trois ans de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et à des fins générales.

Le 19 novembre 2019, la Société a émis des billets à moyen terme de série 6 d'un montant en capital total de 400,0 millions de dollars et a utilisé le produit net pour rembourser le montant en capital total de 300,0 millions de dollars des billets à moyen terme de série 1 échéant le 26 novembre 2019, et le reste du produit net a été utilisé pour rembourser une partie de la facilité d'emprunt à terme obtenue en avril 2018.

NOTE 11 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Le 21 février 2019, la Société a conclu une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable libellée en livres sterling d'un montant total de 2,209 milliards de dollars (1,265 milliard de livres sterling) (la facilité d'acquisition de Dairy Crest), composée de trois tranches : une tranche d'un an d'un montant de 698,5 millions de dollars (400,0 millions de livres sterling), qui a été remboursée en totalité à l'exercice 2020, une tranche de deux ans d'un montant de 462,7 millions de dollars (265,0 millions de livres sterling) et une tranche de trois ans d'un montant de 1,048 milliard de dollars (600,0 millions de livres sterling). Le 15 avril 2019, un montant total de 2,118 milliards de dollars (1,213 milliard de livres sterling) avait été prélevé sur la facilité d'acquisition de Dairy Crest. Le 12 novembre 2019, la tranche de deux ans de 265,0 millions de livres sterling (456,5 millions de dollars) a été convertie en une facilité libellée en dollars canadiens de 426,0 millions de dollars.

NOTE 12 AUTRES PASSIFS

	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages du personnel (note 19)	42,9 \$	36,9 \$
Passifs financiers dérivés	2,9	7,1
Rémunération à base d'actions – tranche à long terme	51,4	33,1
Autres	18,7	21,4
	115,9 \$	98,5 \$

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Le capital social autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation.

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Actions ordinaires		Actions ordinaires	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Solde au début de l'exercice	408 638 373	1 685,7 \$	390 198 386	991,7 \$
Émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes	2 348 157	80,3	—	—
Émises à l'exercice des options	1 347 041	40,5	1 797 434	54,1
Émises dans le cadre du placement de titres de capitaux propres	—	—	16 642 553	639,9
Solde à la fin de l'exercice	412 333 571	1 806,5 \$	408 638 373	1 685,7 \$

À l'exercice 2020, la Société a conclu un placement dans le public et un placement privé simultané visant un total de 16 642 553 actions ordinaires au prix de 39,60 \$ par action, pour un produit brut total de 659 millions de dollars (le placement de titres de capitaux propres). Le produit, déduction faite des commissions et des honoraires juridiques et comptables de 19,1 millions de dollars, s'est élevé à 639,9 millions de dollars.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 45 698 394 actions ordinaires. Au 31 mars 2021, 14 595 623 actions ordinaires sont disponibles pour attribution future en vertu de ce régime et 23 339 321 actions ordinaires sous-jacentes aux options étaient en circulation. Au cours de l'exercice 2021, un total de 1 347 041 actions ordinaires avaient été émises à la suite de l'exercice d'options. Les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi. Les droits sur ces options sont acquis à raison de 20 % par année et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi.

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Période d'octroi	Prix d'exercice	31 mars 2021		31 mars 2020	
		Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées	Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées
2011	14,66 \$	—	—	39 840	39 840
2012	21,61 \$	100 778	100 778	543 390	543 390
2013	21,48 \$	812 537	812 537	1 122 735	1 122 735
2014	25,55 \$	1 243 555	1 243 555	1 479 140	1 479 140
2015	27,74 \$	1 734 764	1 734 764	1 941 956	1 941 956
2016	35,08 \$	1 873 838	1 873 838	2 056 423	1 565 767
2017	41,40 \$	3 057 893	2 430 803	3 357 766	1 974 026
2018	46,29 \$	3 211 194	1 938 427	3 345 835	1 347 563
2019	41,02 \$	3 791 350	1 510 080	3 949 185	765 219
2020	45,30 \$	3 017 017	607 726	3 109 822	—
2021	33,35 \$	4 496 395	—	—	—
		23 339 321	12 252 508	20 946 092	10 779 636

Le nombre d'options en circulation, pour les exercices clos les 31 mars, a varié de la façon suivante :

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	20 946 092	38,05 \$	20 374 871	35,96 \$
Options octroyées	4 637 830	33,35 \$	3 319 450	45,30 \$
Options levées	(1 347 041)	24,31 \$	(1 797 434)	25,04 \$
Options annulées	(897 560)	40,70 \$	(950 795)	43,17 \$
Solde à la fin de l'exercice	23 339 321	37,81 \$	20 946 092	38,05 \$

Le prix d'exercice moyen pondéré des options octroyées durant l'exercice 2021 est de 33,35 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (45,30 \$ pour l'exercice 2020).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2021 a été estimée à 5,04 \$ par option (7,67 \$ pour l'exercice 2020) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	0,53 %	1,61 %
Durée de vie prévue des options	6,3 ans	6,2 ans
Volatilité ¹	21,17 %	18,41 %
Taux de dividendes	2,08 %	1,45 %

¹ La volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 22,3 millions de dollars (20,0 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Une charge de rémunération de 23,7 millions de dollars (21,3 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Des options visant l'achat de 1 984 038 actions ordinaires à un prix de 37,52 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2021.

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société reçoivent une rémunération annuelle, payable en une tranche de 50 % en UAD et une tranche de 50 % en trésorerie ou en une seule tranche de 100 % en UAD, au choix de l'administrateur. Un administrateur doit recevoir la totalité de sa rémunération sous forme d'UAD jusqu'à ce qu'il atteigne le seuil de propriété. Le nombre d'UAD octroyées trimestriellement à chaque administrateur est fondé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à la date de chaque octroi. Lorsqu'il cesse d'être administrateur de la Société, un paiement en trésorerie égal à la valeur de marché des UAD accumulées est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La Société inclut le coût du régime d'UAD dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2021		2020	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	404 019	13,7 \$	349 648	15,9 \$
Provision d'honoraires annuelle	55 067	2,0	48 185	1,8
Dividendes réinvestis	8 599	0,3	6 186	0,2
Variation en raison de la variation du prix des actions	—	1,7	—	(4,2)
Solde à la fin de l'exercice	467 685	17,7 \$	404 019	13,7 \$

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'UAD. Au 31 mars 2021, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 420 000 actions ordinaires (320 000 au 31 mars 2020) d'une valeur nominale de 15,2 millions de dollars (13,1 millions de dollars au 31 mars 2020). La charge de rémunération nette liée au régime d'UAD s'est établie à 3,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (2,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020), incluant l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS LIÉES À LA PERFORMANCE

La Société offre à ses employés clés et à ses dirigeants un régime d'unités d'actions liées à la performance (UAP), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme. Le régime d'UAP est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque cycle de performance correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAP, la Société détermine les critères de performance qu'elle doit respecter. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté.

Après la fin d'un cycle de performance de trois ans, les droits relatifs aux UAP pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées est basée sur le cours des actions ordinaires à ce moment-là, multiplié par le nombre d'UAP pour lesquelles les critères de performance ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles est comptabilisé comme un passif et il est revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge est comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2021	2020
	Unités	Unités
Solde au début de l'exercice	819 656	770 922
Octroi annuel	501 811	313 273
Annulées	(87 350)	(27 379)
Paiement	(162 861)	(237 160)
Solde à la fin de l'exercice	1 071 256	819 656

Au 31 mars 2021, une obligation à long terme liée aux UAP de 21,5 millions de dollars a été comptabilisée (13,6 millions de dollars au 31 mars 2020) en plus du montant de 7,7 millions de dollars comptabilisé dans les charges à payer (6,5 millions de dollars au 31 mars 2020). Le 1^{er} avril 2021, 682 326 UAP ont été attribuées au prix de 37,52 \$ l'unité (33,35 \$ en 2020).

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au 31 mars 2021, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 1 170 000 actions ordinaires (770 000 au 31 mars 2020) d'une valeur nominale de 40,0 millions de dollars (31,3 millions de dollars au 31 mars 2020). La charge de rémunération nette liée aux UAP s'est établie à 13,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (10,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020), compte tenu de l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS RESTREINTES

La Société offre aussi un régime d'unités d'actions restreintes (UAR), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme à l'intention des employés clés et des dirigeants de la Société. Le régime d'UAR est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque période de restriction correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAR, la Société détermine les critères d'acquisition des droits que les participants doivent respecter. Ces critères comprennent, sans s'y limiter, la poursuite de la relation d'emploi pendant une partie ou la totalité de la période de restriction. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté. Après la fin d'une période de restriction de trois ans, les droits relatifs aux UAR pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées est basée sur le cours des actions ordinaires à ce moment-là multiplié par le nombre d'UAR pour lesquelles les critères d'acquisition des droits ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles sera comptabilisé comme un passif et il sera revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge sera comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

	2021	2020
	Unités	Unités
Solde au début de l'exercice	129 778	—
Octroi annuel	205 119	132 967
Annulées	(3 007)	(2 755)
Païement	(1 421)	(434)
Solde à la fin de l'exercice	330 469	129 778

Le 1^{er} avril 2021, 442 912 UAR ont été attribuées au prix de 37,52 \$ l'unité (33,35 \$ en 2020). La charge de rémunération liée aux UAR s'est élevée à 4,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (1,5 million de dollars en 2020), ce qui comprend l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à ses régimes d'UAP et d'UAR.

DIVIDENDES ET RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Société a mis en œuvre un régime de réinvestissement des dividendes (RRD), qui est entré en vigueur lors du versement des dividendes du 9 juillet 2020. Le RRD offre aux actionnaires admissibles la possibilité de réinvestir automatiquement la totalité ou une partie de leurs dividendes en trésorerie en actions ordinaires additionnelles.

Les dividendes versés en trésorerie et par l'intermédiaire du RRD au cours de l'exercice sont présentés ci-dessous.

Date du paiement	Montant en trésorerie	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021	
		RRD	Total
9 juillet 2020	51,2 \$	18,3 \$	69,5 \$
2 octobre 2020	51,7	19,9	71,6
7 janvier 2021	51,4	20,4	71,8
26 mars 2021	50,3	21,7	72,0
	204,6 \$	80,3 \$	284,9 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les dividendes ont totalisé 269,7 millions de dollars et ont été entièrement payés en trésorerie.

NOTE 14 CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2021	2020
Intérêts sur la dette à long terme	78,7 \$	95,6 \$
Autres charges financières, montant net	27,3	36,9
Profit lié à l'hyperinflation	(17,1)	(27,8)
Intérêts sur les obligations locatives	15,2	16,1
Produits d'intérêts nets provenant des obligations au titre des régimes à prestations définies (note 19)	(7,4)	(5,6)
	96,7 \$	115,2 \$

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se détaille comme suit :

	2021	2020
Charge d'impôt exigible	150,8 \$	145,1 \$
Charge d'impôt différé	67,0	71,4
Charge d'impôt sur le résultat	217,8 \$	216,5 \$

RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

Le taux d'imposition effectif de la Société était de 25,8 % en 2021 (27,1 % en 2020). La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère de celle obtenue par l'application des taux canadiens prévus par la loi en raison des éléments suivants :

	2021	2020
Bénéfice avant impôt	843,4 \$	799,3 \$
Impôt sur le résultat, calculé au taux canadien prévu par la loi de 25,8 % (26,3 % en 2020)	217,8	209,9
Ajustements attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	3,5	5,7
Modifications des lois fiscales et des taux d'imposition	(0,9)	7,1
Économie découlant de placements dans les filiales	(12,1)	(9,1)
Perte de valeur du goodwill/des actifs	5,7	—
Rémunération à base d'actions	3,5	3,8
Cession d'un actif détenu en vue de la vente	—	1,3
Ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	0,3	(2,2)
Charge d'impôt sur le résultat	217,8 \$	216,5 \$

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en 2021 et en 2020 se détaille comme suit :

	2021	2020
(Économie) charge d'impôt différé sur pertes actuarielles au titre des obligations liées aux avantages du personnel	(41,3) \$	16,9 \$
Charge (économie) d'impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie	15,5	(14,1)
Total de (l'économie) de la charge d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	(25,8) \$	2,8 \$

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES CAPITAUX PROPRES

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les capitaux propres en 2021 et en 2020 se détaille comme suit :

	2021	2020
Économie d'impôt excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération à base d'actions comptabilisé en résultat net	(1,0) \$	(2,2) \$
Total de l'économie d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les capitaux propres	(1,0) \$	(2,2) \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT EXIGIBLE

	2021	2020
Impôt sur le résultat à recevoir	34,7 \$	50,3 \$
Impôt sur le résultat à payer	(54,2)	(51,4)
Impôt sur le résultat à payer (montant net)	(19,5) \$	(1,1) \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Le tableau suivant présente l'impôt différé comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 mars.

	2021	2020
Actifs d'impôt différé	13,7 \$	50,7 \$
Passifs d'impôt différé	(753,2)	(759,6)
Passifs d'impôt différé (montant net)	(739,5) \$	(708,9) \$

Le mouvement des actifs et passifs d'impôt différé est présenté ci-dessous.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021							
	Créditeurs et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	Immobilisations corporelles	Autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde au début de l'exercice	68,0 \$	42,3 \$	(62,6) \$	(5,0) \$	(337,0) \$	(414,6) \$	(708,9) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	(19,3)	(3,8)	(1,0)	(0,7)	(21,8)	(20,4)	(67,0)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	—	—	41,3	—	—	(15,5)	25,8
Acquisitions	3,5	—	—	—	1,0	(3,0)	1,5
Écart de change et autres	0,4	(0,4)	0,5	0,6	(17,3)	25,3	9,1
Solde à la fin de l'exercice	52,6 \$	38,1 \$	(21,8) \$	(5,1) \$	(375,1) \$	(428,2) \$	(739,5) \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020							
	Créditeurs et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	Immobilisations corporelles	Autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde au début de l'exercice	58,1 \$	1,1 \$	9,3 \$	1,2 \$	(274,8) \$	(246,2) \$	(451,3) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	8,4	11,2	(6,9)	3,0	(43,1)	(44,0)	(71,4)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	—	—	(16,9)	—	—	14,1	(2,8)
Acquisitions	3,6	29,7	(48,1)	(8,7)	(6,4)	(122,9)	(152,8)
Écart de change et autres	(2,1)	0,3	—	(0,5)	(12,7)	(15,6)	(30,6)
Solde à la fin de l'exercice	68,0 \$	42,3 \$	(62,6) \$	(5,0) \$	(337,0) \$	(414,6) \$	(708,9) \$

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Au 31 mars 2021, la Société avait des pertes en capital de 275,5 millions de dollars pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment mais elles peuvent uniquement être portées en diminution des gains en capital imposables futurs.

Dans le budget du Royaume-Uni de mars 2021, il a été annoncé que des dispositions législatives seront introduites dans le projet de loi de finances de 2021 afin d'augmenter le taux principal de l'impôt des sociétés de 19 % à 25 %, avec prise d'effet le 1^{er} avril 2023. Puisque la quasi-adoption de cette loi sera après le 31 mars 2021, l'augmentation de taux n'est pas encore reflétée dans les présents états financiers consolidés.

NOTE 16 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2021	2020
Bénéfice net	625,6 \$	582,8 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	409 854 735	400 328 334
Options dilutives	1 530 666	2 121 698
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	411 385 401	402 450 032
Bénéfice net de base par action	1,53 \$	1,46 \$
Bénéfice net dilué par action	1,52 \$	1,45 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour l'exercice clos le 31 mars 2021, 14 951 292 options ont été exclues du calcul, car leur prix d'exercice était supérieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires (13 762 608 options ont été exclues pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix (qui comprend le risque de prix des marchandises). Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de stratégies de contrôle.

À l'occasion, la Société peut réaliser des transactions utilisant des instruments financiers dérivés dans le but de réduire ou de couvrir les risques conformément aux stratégies de gestion des risques. La Société ne réalise pas ces transactions à des fins spéculatives.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont potentiellement assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les équivalents de trésorerie et les débiteurs.

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de placements à court terme. La Société a déposé ces équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

La Société offre également du crédit à ses clients dans le cours normal des activités, en lien avec ses débiteurs. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière, et les résultats comptabilisés tiennent compte des pertes de crédit attendues.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les créances clients, compte tenu de la diversité et de l'ampleur de sa clientèle ainsi que de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun débiteur supérieur à 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020. Aucun client ne représentait plus de 10 % du total des produits consolidés pour les exercices clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues sont revues par la direction à toutes les dates de la situation financière, et l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est mise à jour en fonction de la recouvrabilité des créances clients de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus et la conjoncture économique actuelle. Les débiteurs provenant de nos produits d'exportation ont tiré parti de délais de paiement plus longs que les délais de paiement qui s'appliquent normalement à nos ventes nationales. La Société considère qu'un actif financier est en situation de défaillance lorsque les paiements contractuels sont considérés comme échus et à risque, selon les divers facteurs économiques et les facteurs propres à l'actif, ou s'il devient probable que le client sera en situation de faillite ou qu'il engagera d'autres procédures d'insolvabilité.

Le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est suffisant pour couvrir la valeur comptable des débiteurs considérés comme échus et à risque. Le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net dans les coûts d'exploitation. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Ces corrections de valeur n'étaient pas importantes pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère le risque de liquidité en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel qu'il est mentionné à la note 22 relativement aux informations fournies sur le capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et d'investissement de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

Les échéances contractuelles des passifs financiers importants au 31 mars 2021 se rapportent aux créditeurs et charges à payer, aux emprunts bancaires, aux obligations locatives et à la dette à long terme. Tous les éléments compris dans les créditeurs et charges à payer ont une échéance de moins de un an. Pour en savoir davantage sur les échéances des emprunts bancaires, des obligations locatives et de la dette à long terme, reportez-vous à la note 10, à la note 7 et à la note 11, respectivement.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses obligations financières, qui portent intérêt à des taux variables. Les emprunts bancaires et les facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties portent intérêt à des taux qui varient et la Société est par conséquent exposée au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts. Les billets de premier rang portent intérêt à des taux fixes et, par conséquent, aucun risque de taux d'intérêt n'est lié à ces flux de trésorerie.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, les charges d'intérêts sur la dette à long terme ont totalisé 78,7 millions de dollars (95,6 millions de dollars pour l'exercice 2020). Les intérêts courus au 31 mars 2021 s'établissaient à 18,9 millions de dollars (13,2 millions de dollars au 31 mars 2020).

Au 31 mars 2021, le montant net exposé aux fluctuations de taux à court terme était d'environ 610,4 millions de dollars. Selon ce risque, une augmentation hypothétique de 1 % du taux d'intérêt aurait une incidence défavorable d'environ 4,5 millions de dollars sur le bénéfice net, et une diminution hypothétique de 1 % aurait une incidence équivalente, mais contraire.

De plus, pour se préparer à la réforme prévue des IBOR décrite à la note 3, la Société surveille étroitement le marché et les résultats des divers groupes de travail sectoriels qui gèrent la transition vers les nouveaux taux d'intérêt de référence.

RISQUE DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont libellées en devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité de la Société faisant partie de la transaction, de même que des facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties sur lesquelles des montants peuvent être prélevés en dollars américains, en dollars australiens, en pesos argentins, en livres sterling et en yen japonais.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société conclut des contrats de change à terme visant la vente de dollars américains et l'achat de dollars australiens afin d'atténuer l'incidence des fluctuations sur le marché des taux de change USD/AUD sur les débiteurs. Au cours de l'exercice, les couvertures de flux de trésorerie ont été très efficaces et, par conséquent, la Société a comptabilisé un profit latent de 46,2 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 19,0 millions de dollars) dans les autres éléments du résultat global. Un profit de 24,7 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 10,6 millions de dollars) a été reclassé en résultat net au cours de l'exercice 2021 relativement à ces contrats de change à terme. Ces couvertures de flux de trésorerie avaient aussi été considérées comme étant très efficaces au cours de l'exercice 2020, et une perte latente de 30,6 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 11,9 millions de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Une perte de 13,0 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 5,0 millions de dollars) a été reclassée en résultat net au cours de l'exercice 2020 relativement à ces contrats de change à terme.

Le risque de change le plus important pour la Société se rapporte à la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une dépréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat global.

	2021	2020
Variation du bénéfice net	15,1 \$	18,5 \$
Variation du résultat global	277,2 \$	455,8 \$

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

Dans certains cas, la Société conclut des contrats à terme afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. La Société utilise la comptabilité de couverture pour certaines de ces transactions. Au cours de l'exercice, ces couvertures (désignées comme des couvertures de flux de trésorerie) étaient très efficaces et, par conséquent, une perte latente de 0,4 million de dollars (déduction faite de l'impôt de 0,2 million de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Une perte de 20,5 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 7,2 millions de dollars) a été reclassée en résultat net au cours de l'exercice 2021, lorsque les stocks connexes ont finalement été vendus. Ces couvertures ont aussi été évaluées comme étant très efficaces au cours de l'exercice 2020 et, par conséquent, une perte latente de 25,7 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 9,0 millions de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	1,5 \$	1,5 \$	(28,7) \$	(28,7) \$
Dérivés de change (niveau 2)	(6,1)	(6,1)	(9,1)	(9,1)
Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	4,9	4,9	(7,4)	(7,4)
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	1,1	1,1	(10,1)	(10,1)
Dérivés de change (niveau 2)	(0,1)	(0,1)	—	—
Dettes à long terme (niveau 2)	3 625,9	3 577,8	3 505,7	3 542,3

Pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020, il n'y a eu aucun changement aux techniques d'évaluation et aux données utilisées pour évaluer la juste valeur et il n'y a eu aucun transfert d'un niveau à l'autre dans la hiérarchie des justes valeurs.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de l'état de la situation financière et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible. Dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure d'hypothèses, incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs et les taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur une base de juste valeur, laquelle est fondée sur le montant auquel elles pourraient être réglées selon les taux actuels estimatifs du marché.

NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

LION DAIRY & DRINKS PTY LTD

Le 28 octobre 2019, la Société a fait l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité de Lion Dairy & Drinks Pty Ltd (entreprise de fromages de spécialité). Les activités de l'entreprise de fromages de spécialité sont exercées dans deux usines situées à Burnie et à King Island, en Tasmanie (Australie), et l'entreprise compte environ 400 employés. L'entreprise de fromages de spécialité produit, met en marché et distribue une grande variété de fromages de spécialité au sein d'un vaste portefeuille de marques australiennes, y compris *Australian Gold*, *King Island Dairy*, *Mersey Valley*, *South Cape* et *Tasmanian Heritage*.

Le prix d'achat de 248,3 millions de dollars (278,1 millions de dollars australiens), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des fonds en caisse et des facilités de crédit disponibles. Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des coûts liés à l'acquisition d'environ 9 millions de dollars à l'exercice 2020, composés essentiellement de droits de timbre.

DAIRY CREST GROUP PLC

Le 15 avril 2019, la Société a conclu l'acquisition de Dairy Crest Group plc (Dairy Crest), basée au Royaume-Uni. Dairy Crest produit et met en marché du fromage, du beurre, de la tartinaie, des huiles et des ingrédients laitiers à valeur ajoutée. L'acquisition permet à Saputo de percer le marché du Royaume-Uni.

La contrepartie totale de 2,122 milliards de dollars (1,218 milliard de livres sterling) a été financée au moyen d'une facilité d'emprunt à terme (note 10) et de la trésorerie disponible. Cette contrepartie comprend le prix d'achat de la totalité du capital social ordinaire émis de 1,695 milliard de dollars (973,1 millions de livres sterling) et la dette reprise de 426,8 millions de dollars (245,1 millions de livres sterling). Dans le cadre de l'acquisition, la Société a engagé des coûts liés à l'acquisition d'environ 23 millions de dollars, lesquels ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2020 et comprenaient des droits de timbre d'environ 9 millions de dollars.

La Société a comptabilisé des charges de 40,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2020 relativement à un ajustement de la juste valeur des stocks sans effet sur la trésorerie effectué dans le cadre de la répartition du prix d'achat de l'acquisition de Dairy Crest.

Les autres actifs liés à l'acquisition de Dairy Crest présentés ci-dessous comprennent l'excédent net au titre du régime de retraite acquis, qui se chiffrait à 283,1 millions de dollars (162,6 millions de livres sterling) à la date d'acquisition. Au 15 avril 2019, la juste valeur des actifs du régime et des obligations au titre du régime de retraite à prestations définies s'élevait à 2,031 milliards de dollars (1,166 milliard de livres sterling) et à 1,748 milliard de dollars (1,004 milliard de livres sterling), respectivement.

Les actifs du régime comprennent essentiellement des obligations et de la trésorerie. La valeur des obligations au titre du régime de retraite à prestations définies a été calculée selon un taux d'actualisation de 2,6 %.

Le goodwill comptabilisé reflète la valeur attribuée à la plateforme européenne, qui stimule la croissance, et au regroupement de la main-d'œuvre au sein de l'UGT Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

La répartition de chacun des prix d'achat est présentée ci-dessous.

		Dairy Crest	Entreprise de fromages de spécialité	Total	
Actifs acquis	Trésorerie	7,0 \$	13,0 \$	20,0 \$	
	Débiteurs	54,6	37,1	91,7	
	Stocks	369,4	45,7	415,1	
	Impôt sur le résultat à recevoir	1,5	—	1,5	
	Frais payés d'avance et autres actifs	12,1	0,4	12,5	
	Immobilisations corporelles	369,1	175,7	544,8	
	Actifs au titre de droits d'utilisation	73,4	—	73,4	
	Goodwill	541,5	—	541,5	
	Immobilisations incorporelles	802,8	9,6	812,4	
	Autres actifs	283,1	2,6	285,7	
	Impôt différé	—	1,5	1,5	
	Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(151,7)	(25,0)	(176,7)
		Obligations locatives	(70,4)	—	(70,4)
Autres passifs		(8,3)	(12,3)	(20,6)	
Dette à long terme		(436,6)	—	(436,6)	
Impôt différé		(152,8)	—	(152,8)	
Actifs nets acquis		1 694,7 \$	248,3 \$	1 943,0 \$	

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comme des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société offre des régimes de retraite à cotisations définies auxquels elle participe et auxquels adhèrent 99 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur et constitue une charge pour l'exercice au cours duquel elle est exigible. Pour l'exercice 2021, la charge au titre des cotisations définies pour la Société s'est élevée à 76,5 millions de dollars (71,7 millions de dollars pour l'exercice 2020). Pour l'exercice 2022, la Société prévoit verser environ 78,8 millions de dollars à ses régimes à cotisations définies.

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société offre des régimes de retraite à prestations définies auxquels elle participe et auxquels adhère le restant de ses employés actifs. En vertu des dispositions des régimes de retraite à prestations définies, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et les prestations de retraite correspondent à un maximum de 2 % du salaire admissible moyen des dernières années de service multiplié par le nombre d'années de service.

Il n'y a pas d'employés actifs dans la caisse de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), qui est un régime dont les prestations sont fondées sur la rémunération de fin de carrière offert au Royaume-Uni, qui était fermé aux charges à payer au titre des services futurs depuis le 1^{er} avril 2010 et avait été fermé aux nouveaux participants depuis le 30 juin 2006. La caisse est administrée par une société fiduciaire qui est une entité juridique distincte de la Société. Les administrateurs de la société fiduciaire se composent de représentants de l'employeur, des employés ainsi que d'un fiduciaire professionnel. La société fiduciaire est responsable de la politique de placement des actifs et de l'administration quotidienne des prestations.

Les régimes de retraite enregistrés sont assujettis aux exigences de capitalisation prévues par la loi applicables du territoire où ils sont enregistrés. Des évaluations actuarielles sont requises sur une base annuelle ou triennale, selon le territoire, et les cotisations de l'employeur doivent inclure des paiements pour l'amortissement de tout déficit, sur une période allant de 5 à 15 ans. Les congés de cotisation sont autorisés, sous réserve de certaines limites. Les autres régimes de retraite non enregistrés et les avantages sociaux autres que les prestations de retraite ne sont assujettis à aucune exigence de capitalisation minimale.

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en fonction du taux d'actualisation fondé sur le rendement d'obligations de sociétés de haute qualité ainsi que selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, aux taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes. Les actifs et passifs des régimes ont été évalués au 31 mars avec l'aide des actuaires externes de la Société. La Société offre également d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés admissibles et retraités. Pour l'exercice 2022, la Société prévoit verser environ 3,6 millions de dollars à ses régimes à prestations définies.

Les principaux risques liés aux régimes de retraite à prestations définies sont les suivants :

Risque de placement

Les valeurs actualisées respectives des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont calculées au moyen d'un taux d'actualisation déterminé en fonction du rendement d'obligations de sociétés de haute qualité. Si le rendement des actifs est inférieur à celui-ci, il en découlera un déficit.

Variation du rendement des obligations

Une baisse du rendement des obligations de sociétés se traduira par une augmentation de la valeur des passifs au titre des régimes à prestations définies, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une hausse de la valeur des placements dans des titres de créance des régimes à prestations définies.

Risque lié à l'inflation

Comme une part importante des obligations au titre des régimes à prestations définies est liée à l'inflation, une hausse plus élevée que prévu de l'inflation future donnerait lieu à une augmentation des passifs. La majorité des actifs ne sont pas touchés par l'inflation ou ne sont pas en corrélation étroite avec l'inflation, ce qui signifie qu'une hausse de l'inflation future prévue fera également croître le déficit.

Risque de longévité

La majeure partie des obligations au titre des régimes à prestations définies consiste à verser aux participants des prestations jusqu'à leur décès. Par conséquent, une augmentation de l'espérance de vie signifie une augmentation des passifs.

L'excédent (le passif) net de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies comprend ce qui suit :

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total
Juste valeur des actifs	2 080,4 \$	68,3	2 148,7	2 114,5 \$	63,7	2 178,2
Valeur actualisée des obligations capitalisées	1 902,9	73,5	1 976,4	1 733,3	66,3	1 799,6
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes) pour les régimes capitalisés	177,5	(5,2)	172,3	381,2	(2,6)	378,6
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	—	(37,5)	(37,5)	—	(34,0)	(34,0)
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes)	177,5	(42,7)	134,8	381,2	(36,6)	344,6
Plafonnement de l'actif	—	(0,2)	(0,2)	—	(0,3)	(0,3)
Coût des prestations de retraite/avantages constitués	177,5 \$	(42,9)	134,6	381,2 \$	(36,9)	344,3

Les données sont présentées comme suit dans l'état de la situation financière :

	31 mars 2021	31 mars 2020
Autres actifs (note 9)	177,5 \$	381,2 \$
Autres passifs (note 12)	(42,9)	(36,9)
Total de l'excédent (du passif) net	134,6 \$	344,3 \$

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les variations de la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont les suivantes :

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total
Obligations au titre des régimes à prestations définies, au début de l'exercice	1 733,3 \$	100,3	1 833,6	— \$	102,1	102,1
Acquisition de Dairy Crest (note 18)	—	—	—	1 747,7	—	1 747,7
Coût des services rendus	—	5,5	5,5	—	5,8	5,8
Coût financier	38,5	3,6	42,1	41,4	3,3	44,7
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	(17,2)	3,6	(13,6)	(5,4)	0,4	(5,0)
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	235,8	9,9	245,7	17,7	(7,1)	10,6
Pertes actuarielles en raison des changements dans les hypothèses démographiques	—	(0,2)	(0,2)	—	—	—
Écarts de change	(13,4)	(1,4)	(14,8)	4,2	0,5	4,7
Prestations versées	(74,1)	(10,3)	(84,4)	(72,3)	(4,7)	(77,0)
Obligations au titre des régimes à prestations définies, à la fin de l'exercice	1 902,9 \$	111,0	2 013,9	1 733,3 \$	100,3	1 833,6

Les variations de la juste valeur des actifs du régime sont les suivantes :

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	2 114,5 \$	63,7	2 178,2	— \$	66,3	66,3
Acquisition de Dairy Crest (note 18)	—	—	—	2 030,8	—	2 030,8
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	47,1	2,4	49,5	48,1	2,2	50,3
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	11,9	4,5	16,4	93,1	(4,3)	88,8
Coûts d'administration	(1,2)	(0,2)	(1,4)	(1,4)	(0,2)	(1,6)
Cotisations de l'employeur	—	8,1	8,1	11,3	4,4	15,7
Écarts de change	(17,8)	0,1	(17,7)	4,9	—	4,9
Prestations versées	(74,1)	(10,3)	(84,4)	(72,3)	(4,7)	(77,0)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	2 080,4 \$	68,3	2 148,7	2 114,5 \$	63,7	2 178,2

Pour l'exercice 2021, le rendement réel des actifs des régimes est un profit de 64,5 millions de dollars (137,5 millions de dollars pour l'exercice 2020).

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs du régime, qui ne comprennent pas les actifs de la Société (tous les actifs ont un cours du marché sur un marché actif à l'exception du contrat de rente et des biens immobiliers et autres actifs, qui sont évalués en fonction du passif correspondant, et de la trésorerie).

	31 mars 2021			31 mars 2020				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Obligations, investissements guidés par le passif et trésorerie ¹	1 387,6	\$	51,1	1 438,7	1 431,5	\$	49,0	1 480,5
Contrat de rente	420,3		—	420,3	422,9		—	422,9
Biens immobiliers et autres actifs	272,5		—	272,5	260,1		—	260,1
Instruments de capitaux propres	—		17,2	17,2	—		14,7	14,7
Total	2 080,4	\$	68,3	2 148,7	2 114,5	\$	63,7	2 178,2

¹ Le portefeuille d'investissements guidés par le passif est géré par une partie externe. L'objectif est de couvrir une partie des passifs de la caisse contre les fluctuations des taux d'intérêt et les modifications de l'inflation prévue à l'aide de placements dans des actifs dont la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt et aux modifications de l'inflation prévue est similaire. Les rendements du marché sont surveillés en les comparant à certains seuils préétablis; le niveau de couverture sera rehaussé si ces seuils sont atteints.

Les états consolidés du résultat net comprennent les données suivantes :

	31 mars 2021			31 mars 2020				
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)		Autres régimes	Total
	Produits laitiers (Royaume-Uni)				Produits laitiers (Royaume-Uni)			
Données comptabilisées dans les coûts d'exploitation (note 5) :								
Coût des services rendus au cours de l'exercice pour l'employeur	—	\$	5,5	5,5	—	\$	5,8	5,8
Coûts d'administration	1,2		0,2	1,4	1,4		0,2	1,6
	1,2		5,7	6,9	1,4		6,0	7,4
Données comptabilisées dans les charges financières (note 14) :								
Coûts financiers	38,5		3,6	42,1	41,4		3,3	44,7
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(47,1)		(2,4)	(49,5)	(48,1)		(2,2)	(50,3)
	(8,6)		1,2	(7,4)	(6,7)		1,1	(5,6)
Charge nette au titre des régimes à prestations définies	(7,4)	\$	6,9	(0,5)	(5,3)	\$	7,1	1,8

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

La Société comptabilise les gains et pertes actuariels dans la période au cours de laquelle ils surviennent, pour la totalité de ses régimes à prestations définies. Ces gains et pertes actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global et présentés ci-dessous.

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total
Rendement des actifs des régimes (en excluant les produits d'intérêts)	11,9 \$	4,5	16,4	93,1 \$	(4,3)	88,8
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	17,2	(3,6)	13,6	5,4	(0,4)	5,0
Gains actuariels en raison des changements dans les hypothèses démographiques	—	0,2	0,2	—	—	—
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	(235,8)	(9,9)	(245,7)	(17,7)	7,1	(10,6)
Effet du plafonnement de l'actif	—	0,2	0,2	—	0,6	0,6
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(206,7) \$	(8,6)	(215,3)	80,8 \$	3,0	83,8

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul des obligations au titre des prestations constituées à la date de l'état de la situation financière sont les suivantes :

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes
Taux d'actualisation	2,10 %	3,21 %	2,30 %	3,83 %
Durée de l'obligation	18,00	17,30	18,00	17,68
Taux d'inflation	2,50 %	2,00 %	1,80 %	2,00 %
Augmentations salariales futures	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %
Table de mortalité	Tables de base S2P avec les échelles suivantes : Pens (H/F) : 109 %/103 % Deps (H/F) : 110 %/99 %	Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017	Tables de base S2P avec les échelles suivantes : Pens (H/F) : 109 %/103 % Deps (H/F) : 110 %/99 %	Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017

Selon les hypothèses, les participants à la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) échangeront 25 % de leurs prestations de retraite contre un versement forfaitaire au moment de la retraite, à un montant inférieur de 8 % à celui prévu dans le cadre de capitalisation. Une proportion de 30 % des participants titulaires de droits à prestations différées devrait se prévaloir de l'option d'échange d'augmentations des prestations de retraite, disponible en vertu de la caisse, au moment du départ à la retraite.

NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

SENSIBILITÉ AUX CHANGEMENTS DANS LES HYPOTHÈSES

L'incidence d'une augmentation (diminution) de 0,1 % du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de 35,5 millions de dollars du montant des obligations (augmentation de 36,0 millions de dollars). Une augmentation de un an de l'espérance de vie augmenterait les obligations d'environ 98,8 millions de dollars. Plus particulièrement, pour la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), l'incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'inflation se traduirait par une augmentation d'environ 30,1 millions de dollars du montant des obligations. Plus particulièrement, pour les autres régimes, une augmentation de 0,1 % du pourcentage des hausses de salaire futures se traduirait par une augmentation d'environ 0,5 million de dollars du montant des obligations.

NOTE 20 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ENGAGEMENTS

Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux futurs pour les prochains exercices relativement aux engagements contractuels qui ne sont pas comptabilisés à titre de passifs.

	Contrats de location ¹	Obligations d'achat ²	Total
Moins de 1 an	5,6 \$	163,8 \$	169,4 \$
De 1 à 2 ans	7,7	33,0	40,7
De 2 à 3 ans	2,6	12,2	14,8
De 3 à 4 ans	1,5	9,7	11,2
De 4 à 5 ans	0,7	7,2	7,9
Plus de 5 ans	1,5	8,4	9,9
	19,6 \$	234,3 \$	253,9 \$

¹ Les engagements liés aux contrats de location représentent les contrats de location à court terme et de faible valeur qui ne respectent pas la définition de contrat de location en vertu d'IFRS 16.

² Les obligations d'achat sont les obligations contractuelles relatives aux dépenses d'investissement et aux ententes de service pour lesquelles la Société s'est engagée.

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations ou avis d'imposition des autorités fiscales dans différents territoires. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis d'imposition n'aura aucune incidence importante sur ses états consolidés du résultat net ou ses états consolidés de la situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnisations à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Au 31 mars 2021, étant donné que la nature et le montant de ces indemnisations dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnisation important par le passé et, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020, elle n'avait comptabilisé aucun passif important lié à ces indemnisations.

LETTRES DE CRÉDIT

Au 31 mars 2021, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 68,5 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 110,8 millions de dollars (au 31 mars 2020, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 63,2 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 110,1 millions de dollars).

NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société reçoit des services de sociétés contrôlées ou sous influence notable et fournit des biens et des services à celles-ci par voie de la participation de son actionnaire principal. Ces transactions, qui ne sont pas significatives pour la situation financière ou les résultats financiers de la Société, ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été conclues et comptabilisées à la juste valeur, soit la valeur de marché de transactions similaires. Les services reçus sont liés principalement aux voyages, à la publicité, à l'hébergement et à la location de locaux pour bureaux. Les biens fournis consistent essentiellement en des produits laitiers. Les services fournis sont liés principalement aux services de gestion.

Les transactions avec les principaux dirigeants (avantages à court terme du personnel, avantages postérieurs à l'emploi, rémunération à base d'actions et paiements en vertu du régime d'UAD) sont aussi considérées comme étant des transactions entre parties liées. La direction définit les principaux dirigeants comme étant tous les membres de la haute direction ayant la responsabilité et l'autorité pour contrôler, superviser et planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société.

Les transactions entre parties liées sont résumées comme suit :

	2021	2020
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	3,9 \$	6,2 \$
Principaux dirigeants		
Administrateurs	2,8	2,5
Membres de la haute direction	37,6	32,4
	44,3 \$	41,1 \$

Les produits laitiers fournis par la Société ont été les suivants :

	2021	2020
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	0,4 \$	0,3 \$

Les débiteurs impayés et les créditeurs et charges à payer liés aux transactions mentionnées plus haut sont résumés comme suit :

	Débiteurs		Créditeurs et charges à payer	
	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2020
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	0,4 \$	0,1 \$	— \$	0,2 \$
Principaux dirigeants				
Administrateurs	—	—	17,7	13,7
Membres de la haute direction	—	—	47,4	39,7
	0,4 \$	0,1 \$	65,1 \$	53,6 \$

Les montants à payer aux administrateurs consistent entièrement en des soldes payables en vertu du régime d'UAD. Se référer à la note 13 pour des renseignements supplémentaires. Les montants à payer aux membres de la haute direction consistent en des avantages à court terme du personnel, des attributions à base d'actions et des avantages postérieurs au départ à la retraite.

NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération liée aux transactions avec les principaux dirigeants est résumée comme suit :

	2021	2020
Administrateurs		
Rémunération par des paiements en trésorerie	0,6 \$	0,4 \$
Rémunération à base d'actions	2,2	2,1
	2,8 \$	2,5 \$
Membres de la haute direction		
Avantages à court terme du personnel	18,0 \$	16,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	5,9	3,1
Rémunération à base d'actions	13,7	12,9
	37,6 \$	32,4 \$
Rémunération totale	40,4 \$	34,9 \$

FILIALES

Toutes les filiales de la Société sont entièrement détenues. Le tableau qui suit présente un sommaire des principales filiales de la Société, lesquelles fabriquent une vaste gamme de produits laitiers, notamment du fromage, du lait nature, des produits laitiers et de la crème ayant une durée de conservation prolongée, des produits de culture bactérienne et des ingrédients laitiers.

	Participation détenue	Emplacement
Saputo Produits Laitiers Canada S.E.N.C.	100,00 %	Canada
Saputo Cheese USA Inc.	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Foods USA, LLC	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Australia Pty Ltd	100,00 %	Australie
Warrnambool Cheese and Butter Factory Company Holdings Ltd	100,00 %	Australie
The King Island Company Pty Ltd	100,00 %	Australie
Molfino Hermanos S.A.	100,00 %	Argentine
Dairy Crest Ltd	100,00 %	Royaume-Uni

NOTE 22 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre ses stratégies de croissance et effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel comprend une cible pour le niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio de 2,25 fois la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité. De plus, la Société cherche à fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. La Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, un investissement responsable de son capital.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette se compose de la dette à long terme, des obligations locatives et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions et les autres projets de croissance.

NOTE 22 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL (SUITE)

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration. Aux 31 mars 2021 et 2020, le ratio de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration s'établissaient comme suit :

	2021	2020
Emprunts bancaires	75,6 \$	528,5 \$
Obligations locatives	461,0	414,8
Dette à long terme, y compris la tranche courante	3 577,8	3 542,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(308,7)	(319,4)
Dette nette	3 805,7 \$	4 166,2 \$
Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration	1 470,9 \$	1 467,8 \$
Ratio de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration	2,59	2,84

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2021, la Société respecte ces engagements concernant les ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence sur son capital de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 23 COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION

Les coûts d'acquisition et de restructuration se répartissent comme suit :

	2021	2020
Coûts de restructuration	(6,2) \$	13,6 \$
Coûts d'acquisition	3,0	32,4
Total	(3,2) \$	46,0 \$

COÛTS DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration comprennent un profit à la cession d'actifs de 6,2 millions de dollars (4,6 millions de dollars après impôt) lié à la vente d'une installation du Secteur Canada, comparativement à 13,6 millions de dollars (10,0 millions de dollars après impôt) à l'exercice précédent, relativement à l'annonce de deux fermetures d'usines. Les charges de dépréciation relatives aux immobilisations corporelles ont été comptabilisées dans le but de réduire la valeur comptable de ces actifs pour les ramener à leur valeur recouvrable estimative.

COÛTS D'ACQUISITION

La Société a engagé des coûts d'acquisition de 3,0 millions de dollars (2,2 millions de dollars après impôt) au cours de l'exercice 2021, qui sont associés à des coûts additionnels liés à une acquisition précédente. Au cours de l'exercice 2020, les coûts d'acquisition engagés dans le cadre des acquisitions de Dairy Crest et de l'entreprise de fromages de spécialité (note 18) se sont élevés à 32,4 millions de dollars (28,4 millions de dollars après impôt).

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Produits laitiers (USA). Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, la Société a annoncé la fusion de ses deux anciennes divisions américaines, la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA), en une seule division, maintenant appelée la Division Produits laitiers (USA). Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Ces secteurs à présenter sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui sert différents marchés. La Société évalue la performance géographique et sectorielle en fonction du bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration.

Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 3 portant sur les principales méthodes comptables.

INFORMATION SUR LES SECTEURS À PRÉSENTER

Exercices clos les 31 mars	Pour les exercices clos les 31 mars	
	2021	2020
Produits		
Canada	4 134,9 \$	4 007,3 \$
USA	6 121,8	7 093,6
International ¹	3 221,4	3 076,7
Europe	815,8	765,9
	14 293,9 \$	14 943,5 \$
Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et coûts d'acquisition et de restructuration		
Canada	446,9 \$	404,4 \$
USA	567,3	615,4
International	305,0	304,9
Europe	151,7	143,1
	1 470,9 \$	1 467,8 \$
Amortissements		
Canada	98,9 \$	91,9 \$
USA	199,9	174,2
International	111,7	107,8
Europe	104,5	93,3
	515,0 \$	467,2 \$
Perte de valeur des immobilisations incorporelles (note 8)	19,0	—
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	—	40,1
Coûts d'acquisition et de restructuration	(3,2)	46,0
Charges financières	96,7	115,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat	843,4	799,3
Impôt sur le résultat	217,8	216,5
Bénéfice net	625,6 \$	582,8 \$

¹ L'apport de l'Australie aux produits du Secteur International s'est élevé à 2 528,9 millions de dollars et à 2 353,9 millions de dollars, alors que l'apport de l'Argentine s'est élevé à 692,5 millions de dollars et à 722,8 millions de dollars pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020, respectivement.

NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

INFORMATION SUR LES SEGMENTS DE MARCHÉ

La Société vend ses produits dans trois segments de marché différents : le segment de détail, le segment des services alimentaires et le segment industriel.

Pour les exercices clos les 31 mars										
	Total		Canada		États-Unis		International		Europe	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produits										
Détail	7 571,0 \$	7 360,2 \$	2 614,1 \$	2 345,9 \$	2 846,8 \$	3 074,0 \$	1 399,3 \$	1 306,5 \$	710,8 \$	633,8 \$
Services alimentaires	4 081,5	5 061,4	1 199,3	1 430,4	2 650,5	3 417,5	223,6	203,8	8,1	9,7
Industriel	2 641,4	2 521,9	321,5	231,0	624,5	602,1	1 598,5	1 566,4	96,9	122,4
	14 293,9	14 943,5	4 134,9	4 007,3	6 121,8	7 093,6	3 221,4	3 076,7	815,8	765,9

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

	31 mars 2021	31 mars 2020
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles		
Canada	855,7 \$	795,2 \$
États-Unis	1 480,4	1 664,1
Australie	962,9	916,1
Argentine	100,2	106,4
Royaume-Uni	378,1	368,2
	3 777,3 \$	3 850,0 \$
Valeur nette comptable des immobilisations incorporelles		
Canada	319,8 \$	326,9 \$
États-Unis	365,6	444,3
Australie	117,0	94,0
Argentine	7,6	10,5
Royaume-Uni	706,8	765,0
	1 516,8 \$	1 640,7 \$

NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Acquisition de Bute Island Foods Ltd. et d'une installation à Reedsburg

Le 25 mai 2021, la Société a conclu l'acquisition de Bute Island Foods Ltd., basée en Écosse (Royaume-Uni). Bute Island Foods Ltd. est une entreprise qui fabrique, commercialise et distribue une variété de fromages faits à partir de substituts aux produits laitiers dans le segment de détail et le segment des services alimentaires, sous la marque végétane *Sheese* ainsi que sous des marques privées. L'entreprise compte environ 180 employés. De plus, Saputo a fait l'acquisition, le 29 mai 2021, de l'installation de Reedsburg de Wisconsin Specialty Protein, LLC (l'installation de Reedsburg). Des ingrédients à valeur ajoutée, comme du lactosérum de chèvre, du lactose biologique et d'autres ingrédients laitiers en poudre, sont fabriqués dans cette installation située au Wisconsin (États-Unis), et environ 40 employés y travaillent. Le prix d'achat total de ces acquisitions s'est élevé à environ 187 millions de dollars et a été payé en trésorerie à la clôture au moyen des facilités de crédit disponibles et des fonds en caisse.